ÉGYPTE monde arabe

Égypte/Monde arabe

12-13 | 1993
Une économie en transition

La violence en échange d'une réforme ?

Al-Cha'b, 1er septembre 1992

Muhammad Hilmi Murad

Traducteur : Samia Rizq

OpenEdition Journals

Édition électronique
URL : https://journals.openedition.org/ema/1301
DOI : 10.4000/ema.1301
ISSN : 2090-7273

Éditeur
CEDEJ - Centre d'études et de documentation économiques juridiques et sociales

Édition imprimée
Date de publication : 31 mars 1993
Pagination : 290-293
ISSN : 1110-5097

Référence électronique
Muhammad Hilmi Murad, « La violence en échange d'une réforme ? », *Égypte/Monde arabe* [En ligne], 12-13 | 1993, mis en ligne le 08 juillet 2008, consulté le 07 juillet 2022. URL : http://journals.openedition.org/ema/1301 ; DOI : https://doi.org/10.4000/ema.1301

Ce document a été généré automatiquement le 7 juillet 2022.

Tous droits réservés

La violence en échange d'une réforme ?

Al-Cha'b, 1er septembre 1992

Muhammad Hilmi Murad

Traduction : Samia Rizq

1 Hommage à *Al-Musawwar*,hebdomadaire officieux, pour l'honnêteté de l'enquête parue dans son dernier numéro sous la plume de Nagwan 'Abd al-Latif. L'article porte sur l'explosion populaire qui a eu lieu à Edkou. [...] Les propos des habitants de cette ville ne font qu'illustrer les problèmes que l'on retrouve, à quelques différences près (différences liées à des facteurs géographiques, démographiques et socio-économiques) dans bien d'autres régions du pays... Je me propose ici d'en citer quelques-uns tels que les rapporte un magazine qui n'appartient pas à l'opposition : ainsi, pour une fois, les autorités ne pourront les contester. En voici la teneur :

1. La pêche dans le lac d'Edkou (d'une superficie de 20 000 feddans) a toujours largement suffi à couvrir la consommation du gouvernorat, qui vendait même l'excédent de poisson à Alexandrie, au Caire ou ailleurs. Or, actuellement, Edkou fait venir le poisson de Kafr al-Chaykh, et 12 000 pêcheurs se trouvent au chômage à cause de la pollution.
2. La jeunesse d'Edkou avait l'habitude de travailler pendant les vacances pour couvrir, avec les économies ainsi réalisées, les dépenses de l'année à venir. Actuellement, il n'y a plus d'emplois, ni pour les étudiants ni pour les diplômés.
3. « Répressives », « humiliantes », « corrompues »... tels ont les qualificatifs qu'emploient les habitants d'Edkou pour décrire les pratiques courantes des organismes officiels. Les pots-de-vin sont devenus monnaie courante, déclare une des personnes interrogées, et les indicateurs vivent dans des palaces.
4. Malheur à qui franchit le seuil du poste de police d'Edkou... ou de bien d'autres villes d'Égypte. Qui y entre est perdu ; qui en ressort a été maltraité, torturé. « La police est au service du peuple », lit-on pourtant sur les affiches.
5. Pour se loger, un jeune doit verser un pas-de-porte d'au moins 4 000 LE (livres égyptiennes), plus un loyer mensuel de 50 LE. Où trouver de pareilles sommes ?

6. Il n' y a à Edkou qu'un seul centre d'accueil pour la jeunesse, et ses moyens sont très limités... Pas de maison de la culture : ce qu'on désigne sous ce nom n'est qu'un appartement où sont rassemblés quelques ouvrages.
7. Les jeunes d'Edkou sont confrontés au chômage, au vide politique. Les organes gouvernementaux ne leur inspirent aucune confiance.
8. « Ils l'ont arrêté et jeté en prison parce que son frère était parti en Arabie Saoudite sans s'acquitter de son amende. Ils ne l'ont relâché que lorsque l'amende a été payée. Voué trouvez ça juste ? »...
9. À peine entré dans le café, cet officier de police insulte un des clients qui s'y trouvent. Celui-ci proteste, dit au policier de ne pas mêler sa mère à ses propos injurieux. Ce dernier se met à le frapper, puis l'arrête pour consommation de drogue. L'homme passera quatre mois en prison avant d'être acquitté...
10. Le gouverneur a consacré 14 feddans à la construction d'une villégiature d'été pour la police, sur des terrains habités depuis des années.
11. L'eau est polluée. La ville n'est alimentée en eau potable qu'une journée et demie par semaine. Les responsables ont promis d'acheminer l'eau de Ma'moura vers Edkou, mais rien n'a été fait jusqu'à présent.
12. La ration de farine destinée à la fabrication du pain n'est pas utilisée dans sa totalité ; une grande partie est vendue au marché noir, ce qui nous oblige à faire venir le pain d'Alexandrie.
13. L'hôpital public n'est qu'un petit dispensaire mal équipé... Les gens qui s'y rendent – et qui, tous, vivent au-dessous du minimum vital – doivent payer 1,5 LE pour l'admission, puis acheter à leurs frais seringues, coton, pansements, médicaments... Les plus favorisés ont financé la construction d'un nouvel hôpital qui a coûté un million de LE. Nous avons demandé à l'État de le faire fonctionner, mais en quatre ans, nous n'avons obtenu que de vaines promesses.
14. Tout cela n'est rien comparé à l'inondation provoquée par le canal Noubareyya, inondation qui a détruit les récoltes... Le gouvernement a promis des indemnités ; on a entendu dire qu'elles étaient arrivées au gouvernorat, mais nous n'avons rien perçu. On nous réclame le montant des traites accumulées, alors que nous ne possédons plus rien !

2 Si j'ai voulu citer brièvement quelques-unes des vicissitudes qui sont le lot quotidien de ce peuple misérable, ployant sous le joug d'un pouvoir inique et incapable qui laisse ses représentants imposer leurs scandaleuses pratiques, c'est parce qu'ils sont, à mon sens, bien plus éloquents qu'un article et peuvent, livrés tels quels, toucher des responsables inconscients de la réalité, inconscients des maux qui rongent l'Égypte et qui, au moment où nous avons plus que jamais besoin de réformer, de construire, de renouveler, finiront par provoquer une explosion qui n'épargnera rien ni personne. Les responsables n'ont jamais été capables que de fausses promesses qui ne résolvent en rien les problèmes quotidiens. Ils n'ont rien fait pour mettre un terme aux vexations infligées à la population par les représentants des organes officiels. Les nombreuses plaintes (adressées à ceux-là même qui en font l'objet !) n'ont réussi qu'à rendre ces derniers plus arrogants et plus violents. Cela jusqu'au déclenchement de la dernière émeute à la suite du décès, au poste de police, d'un commerçant venu s'acquitter d'une dette et qu'un officier avait roué de coups.

3 Une des personnes interviewées par *Al-Musawwar* décrit l'émeute en ces termes :

> « Les gens se sont rendus au poste pour demander des explications à l'officier responsable de l'incident, mais l'accès du bâtiment leur a été interdit. Ils se sont alors adressés au président du conseil municipal, qui leur a répondu avec mépris

> qu'il n'avait rien à voir avec la police et n'interviendrait pas. Ils ont voulu envoyer des télégrammes à la présidence de la République et au ministère de l'Intérieur, mais le chef du bureau de poste s'y est opposé. Que pouvaient-ils faire ? »

4 Une conférence s'est alors tenue à Rachid, non loin d'Edkou, au cours de laquelle Yusuf Wali, vice-premier ministre et secrétaire du parti au pouvoir, a déclaré que l'incident ferait l'objet d'une enquête et que l'administration, comme les organes populaires, auraient à répondre de ce qui s'était passé. Il était grand temps ! Yusuf Wali a également affirmé que le président Moubarak suivait personnellement l'affaire. Il n'a pas précisé pour autant ce qui résulterait de l'intérêt présidentiel, ni s'il était limité à la ville d'Edkou... Faut-il des émeutes semblables et des actes de sabotage pour qu'on se rende compte de ce qu'il y a à faire ?

5 Par ailleurs, Yusuf Wali, pour apaiser l'auditoire, a promis d'autoriser l'exportation de riz (la région en est productrice) afin d'en rehausser le prix. Il a également annoncé la baisse (de 30 LE à 2 LE le m^2 !) du prix de vente à crédit des terres bonifiées dans le gouvernorat de Beheira (pourquoi seulement à Beheira ?), ainsi que l'octroi d'une franchise de deux ans et un allongement des échéances. Seuls les habitants de Beheira (et non les protégés et l'entourage des gens au pouvoir ?) bénéficieraient de ces ventes.

6 Ces promesses, ces discours peuvent-ils vraiment résoudre les problèmes que rencontre le peuple dans tous les domaines, comme l'a montré l'enquête que je viens de résumer ?

7 En réponse à cette question, je me contenterai de rapporter les paroles de l'agronome Saber Belal – député d'Edkou à l'Assemblée du Peuple et membre du parti au pouvoir, qui déclarait à la fin de l'enquête :

> « Ces incidents sont un signal d'alarme auquel il faudra être attentif à l'avenir. Le manque de rigueur quant au principe des récompenses et des sanctions, et le fait de ne prendre en compte que les conséquences et non les causes des événements, sont les principaux motifs de tels incidents. Dans une question orale adressée au ministre de l'Intérieur lors de la séance du 17 mai dernier à l'Assemblée du Peuple, je l'ai mis en garde contre les abus de pouvoir. Mais les responsables de ce ministère ont réponse à tout ; ils ont affirmé qu'une enquête judiciaire avait lieu. La question a été contournée et aucune réponse concrète n'a été donnée. Ces fonctionnaires débarquent chez les gens à deux heures du matin pour percevoir 2 ou 3 LE d'amende. Ils tiennent à faire régner la terreur au sein de la population. Quiconque a une plainte à formuler ne va jamais au poste de peur d'y être maltraité... Il n'y a plus aucune confiance entre la police et les habitants d'Edkou ; face à des indicateurs au témoignage souvent douteux, les honnêtes gens sont traités comme des malfaiteurs. Les arrestations qui ont eu lieu au cours des derniers incidents sont une véritable provocation : des coupables ont été laissés en liberté alors qu'on embarquait des innocents. La seule préoccupation des autorités était d'assurer la sécurité du poste de police, sans se soucier du reste de la ville. Passivité, routine et corruption – toutes choses révélatrices de l'abus de pouvoir – sont les attributs qui caractérisent le conseil municipal. »

8 Ces propos, tenus – je le rappelle – par un député du parti au pouvoir, se passent de commentaire. La situation est critique : il y a unanimité sur ce constat. À moins d'un changement de gouvernement, d'un amendement de la constitution et de l'arrivée au pouvoir de dirigeants intègres, qui supprimeraient la corruption de manière radicale et mettraient fin au pillage et aux malversations, la situation que nous vivons continuera de menacer l'ordre public. Il est de notre devoir de lancer un avertissement contre un tel danger.

9 Il ne suffit plus qu'à chaque émeute, le régime tente de calmer les esprits en accordant – au compte-gouttes ou à crédit – certaines facilités, ou organise des meetings où ministres et responsables se répandent en fausses promesses. Celles-ci ne sauraient assouvir la faim.

INDEX

Mots-clés : pauvreté, pollution, émeute